

*Donación*  
*Dr. Enrique Petracchi*

# LES CAHIERS ADMINISTRATIFS

publiés sous la direction

de **A. MESTRE**, Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris  
et **R. LAINVILLE** †, Directeur Général honoraire à la Préfecture de la Seine.

NOUVELLE SÉRIE

MANUEL JURIDIQUE

DES

## ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX INCOMMODES ET INSALUBRES

(Loi du 19 décembre 1917 et lois d'urbanisme)

PAR

**Christian GABOLDE**

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS  
CONSEILLER DE PRÉFECTURE

LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY

(Société anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS (5<sup>e</sup>)

1951

# TABLE MÉTHODIQUE DES MATIÈRES

## TITRE PREMIER GÉNÉRALITÉS

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — HISTORIQUE.....	1
§ 1 <sup>er</sup> . — Système français antérieur à 1789.....	1
§ 2. — Régime du décret du 15 octobre 1810.....	3
§ 3. — Système de la loi du 19 décembre 1917.....	5
§ 4. — Modifications apportées au système de 1917.....	6
CHAPITRE II. -- VUE D'ENSEMBLE SUR LE RÉGIME ADMINISTRATIF DES ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS.....	9
§ 1 <sup>er</sup> . — Fondement de l'intervention administrative en la matière.....	9
§ 2. — Définition des établissements classés.....	10
§ 3. -- Principes généraux de la législation de 1917-1932.	13
§ 4. -- Les organes de l'administration chargés de l'appli- cation de la législation de 1917.....	18

## TITRE II OUVERTURE DES ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS

CHAPITRE III. — OUVERTURE DES ÉTABLISSEMENTS DE LA 1 <sup>re</sup> CLASSE.....	24
§ 1 <sup>er</sup> . — L'obligation d'éloignement.....	24
§ 2. -- La demande d'ouverture d'un établissement de la 1 <sup>re</sup> classe.....	28
SECTION I. — <i>La procédure normale dérogée d'incidents</i> .....	31
§ 1 <sup>er</sup> . — L'enquête de commodo et incommodo.....	31
§ 2. -- Avis du conseil municipal.....	37
§ 3. — Avis des organismes consultatifs.....	38
§ 4. — Avis du conseil départemental d'hygiène.....	42
§ 5. -- La décision préfectorale.....	46

SECTION II. - <i>Incidents de la procédure d'ouverture d'un établissement de la 1<sup>re</sup> classe</i> .....	54
§ 1 <sup>er</sup> . - Sursis pour complément d'instruction.....	54
§ 2. - Sursis pour motif d'urbanisme.....	55
§ 3. - Sursis pour non conformité à la législation du travail.....	56
CHAPITRE IV. — OUVERTURE DES ÉTABLISSEMENTS DE LA 2 <sup>e</sup> CLASSE.....	57
§ 1 <sup>er</sup> . L'obligation d'éloignement.....	57
§ 2. - La demande d'ouverture d'un établissement de la 2 <sup>e</sup> classe.....	58
SECTION I. — <i>La procédure normale dégagée d'incidents</i> .....	59
SECTION II. — <i>Incidents de la procédure d'ouverture d'un établissement de la 2<sup>e</sup> classe</i> .....	61
CHAPITRE V. — LE RÉGIME DES AUTORISATIONS TEMPORAIRES....	62
§ 1 <sup>er</sup> . — Cas d'octroi des autorisations temporaires.....	62
§ 2. — Procédure de la délivrance de l'autorisation temporaire.....	64
§ 3. - Incidents de la procédure des autorisations temporaires pour motifs d'urbanisme.....	65
§ 4. — Incidents de la procédure des autorisations temporaires en cas d'exploitation d'une industrie nouvelle ou d'un procédé nouveau.....	66
CHAPITRE VI. - - OUVERTURE DES ÉTABLISSEMENTS DE LA 3 <sup>e</sup> CLASSE.....	69
GÉNÉRALITÉS.....	69
SECTION I. — <i>Ouverture des établissements de la 3<sup>e</sup> classe ne figurant pas sur la liste annexée à l'arrêté du 20 juillet 1949</i> ....	71
§ 1 <sup>er</sup> . — L'acte de déclaration.....	71
§ 2. — Instruction du dossier.....	72
§ 3. — Le récépissé préfectoral.....	73
§ 4. — Les conditions et réserves imposées à un établissement de la 3 <sup>e</sup> classe.....	74
§ 5. — Publicité des actes administratifs concernant les établissements de la 3 <sup>e</sup> classe.....	80
SECTION II. — <i>Ouverture des établissements de la 3<sup>e</sup> classe figurant sur la liste annexée à l'arrêté du 20 juillet 1949</i> .....	81
§ 1 <sup>er</sup> . — Historique.....	81
§ 2. — Définition des établissements de la 3 <sup>e</sup> classe soumis au régime de l'autorisation spéciale.....	82
§ 3. - Procédure de l'autorisation spéciale.....	84

CHAPITRE VII. LES ÉTABLISSEMENTS COMPOSITES.....	89
§ 1 <sup>er</sup> . - Principe.....	89
§ 2. — Notion d'établissement unique et d'établissement distinct.....	90
§ 3. — Création d'une industrie annexe.....	91

### TITRE III LES INCIDENTS D'EXPLOITATION

CHAPITRE VIII. - LE DÉFAUT D'OUVERTURE D'UN ÉTABLISSEMENT CLASSÉ.....	93
§ 1 <sup>er</sup> . - Hypothèses.....	93
§ 2. — Caducité des autorisations.....	94
§ 3. — Caducité des déclarations.....	98
CHAPITRE IX. — L'INTERRUPTION D'EXPLOITATION.....	101
§ 1 <sup>er</sup> . — Interruption ordinaire d'exploitation.....	101
§ 2. - - Interruption d'exploitation par suite d'un cas de force majeure.....	105
§ 3. — L'interruption accidentelle.....	107
CHAPITRE X. — MODIFICATIONS APPORTÉES A LA STRUCTURE DE L'ÉTABLISSEMENT PAR L'INDUSTRIEL.....	111
§ 1 <sup>er</sup> . — Modifications de la structure juridique de l'établissement.....	111
§ 2. — Modification de la structure technique de l'établissement.....	113
CHAPITRE XI. — MODIFICATIONS APPORTÉES A LA STRUCTURE DE L'ÉTABLISSEMENT PAR L'ADMINISTRATION.....	117
§ 1 <sup>er</sup> . — Aggravation des prescriptions initiales.....	117
§ 2. — Atténuation ou suppression des prescriptions initiales.....	121

### TITRE IV SUPPRESSION DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX

CHAPITRE XII. — FERMETURE DÉFINITIVE D'UN ÉTABLISSEMENT CLASSÉ, POUR CAUSE D'INSALUBRITÉ.....	127
§ 1 <sup>er</sup> . — Principe de l'article 31 et but du législateur.....	128
§ 2. - Conditions d'application.....	129
§ 2. — Procédure de la fermeture définitive.....	131
§ 4. — Refus du droit à indemnité.....	133

## TITRE V

## LE CONTENTIEUX DES ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS

CHAPITRE XIII. — RÉGLES GÉNÉRALES DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF DES ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS.....	137
§ 1 <sup>er</sup> . — Vue d'ensemble sur le système des recours .....	137
§ 2. — Jurisdiction du conseil interdépartemental de préfecture .....	143
§ 3. — Jurisdiction du Conseil d'État.....	151
CHAPITRE XIV. — LES VOIES DE RECOURS.....	155
SECTION I. — <i>Recours des industriels</i> .....	155
§ 1 <sup>er</sup> . — Généralités.....	155
§ 2. — Décisions susceptibles de recours.....	156
§ 3. — Délais du recours des industriels.....	159
SECTION II. — <i>Garanties et recours des tiers et des municipalités</i> ..	160
§ 1 <sup>er</sup> . — Vue d'ensemble sur les garanties administratives accordées aux tiers.....	161
§ 2. — Le droit de recours contentieux des tiers et ses limites	162
§ 3. — Les actions de droit privé.....	170

## TITRE VI

## LES INFRACTIONS ET LES SANCTIONS

CHAPITRE XV. — LA RÉFORME DE 1932.....	172
§ 1 <sup>er</sup> . — Situation antérieure à la loi du 20 avril 1932.....	173
§ 2. — Œuvre du législateur de 1932.....	174
CHAPITRE XVI. — LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES .....	178
§ 1 <sup>er</sup> . — Généralités.....	178
§ 2. — Phase administrative de la procédure des sanctions de l'article 35.....	179
§ 3. — Phase juridictionnelle de la procédure de l'article 35	181
§ 4. — L'arrêté de suspension provisoire.....	185
§ 5. — Régime particulier de la suspension provisoire des établissements non classés.....	186
CHAPITRE XVII. — LES SANCTIONS PÉNALES.....	187
§ 1 <sup>er</sup> . — Les infractions simples.....	187
§ 2. — L'inobservation des conditions et réserves imposées par les arrêtés préfectoraux.....	191
§ 3. — Sanctions prévues en cas d'exploitation irrégulière.	194
§ 4. — Sanctions en cas d'entrave à la mission des inspecteurs des établissements classés.....	197

## TITRE VII

## RÉGIMES SPÉCIAUX

CHAPITRE XVIII. — LE RÉGIME DES ÉTABLISSEMENTS EXISTANT ANTÉRIEUREMENT À LA LOI, OU AUX DÉCRETS DE CLASSEMENT.....	198
§ 1 <sup>er</sup> . — Principe des « droits acquis ».....	198
§ 2. — Restrictions au principe des droits acquis .....	200
§ 3. — Appréciation de l'antériorité du fonctionnement d'un établissement classé.....	204
CHAPITRE XIX. — LE RÉGIME DES ÉTABLISSEMENTS NON CLASSÉS MAIS PRÉSENTANT DES INCONVÉNIENTS DE VOISINAGE (ART. 29 DE LA LOI).....	205
§ 1 <sup>er</sup> . — Distinctions à faire entre ce régime et celui des autorisations temporaires.....	205
§ 2. — Conditions essentielles de l'application de l'article 29.....	207
§ 3. — Procédure de l'article 29.....	207

## ANNEXES

I. — Loi du 19 décembre 1917, modifiée par la loi de 1932 et par la loi du 21 novembre 1942.....	215
II. — Loi du 15 juin 1943 (extrait).....	234
III. — Décret du 17 décembre 1918.....	235
IV. — Arrêté interministériel du 20 juillet 1949 (et liste annexe).	242
INDEX ALPHABÉTIQUE .....	247